

ÉCOLE ET DEVENIR AU MAROC :
regards journalistiques sur l'avenir des diplômés

Étienne GÉRARD*

En guise de préambule :

Recherches et égarements dans le dédale de la presse écrite

Autant le dire d'emblée : il ne sera pas ici directement question des diplômés marocains, même s'ils figurent en bonne place dans le titre de cette communication, mais des représentations qu'en livre la presse écrite marocaine. Quels sont les procédés, les logiques, le sens, de la transmission de ces représentations ? Quels en sont les modes et procédés de construction ? Telles sont les questions directrices de la lecture des articles consacrés aux diplômés chômeurs, et qui constitueront l'orientation de cet exposé.

Que choisir, où et comment chercher pour traiter ce sujet des représentations des “jeunes diplômés (*i.e.* chômeurs)” dans la presse ? Ces questions se posent d'elles-mêmes en regard au nombre foisonnant de titres quotidiens et hebdomadaires de la presse écrite marocaine. Mon ignorance de la langue arabe allait me conduire “naturellement” vers la presse de langue française. Mais cette direction devait, au cours de la recherche, s'avérer être un premier travers : à entendre mes interlocuteurs journalistes, la presse arabophone, appréciée comme étant celle du “peuple”, se fait l'écho des problèmes de ces jeunes bien plus – nous verrons pourquoi – que sa consœur francophone, principalement lue par l'élite intellectuelle. De surcroît, cette première direction n'apportait pas de réponse à la première question. Que retenir comme titre de presse, comment opérer une sélection, sur quelle période travailler ? Après le dépouillement d'un journal, de 1991, date de sa création, à 1998, le choix

* Socio-anthropologue, Chargé de Recherches à l'Institut de Recherches pour le Développement (IRD), Centre Jacques Berque, Rabat (Maroc).

définitif s'est porté sur trois autres journaux, sur la base de deux exigences personnelles : travailler sur la période la plus récente et pouvoir comparer différents "traitements journalistiques" de la question des jeunes diplômés. Cela imposait que plusieurs journaux différents soient retenus, que la période d'examen soit identique de l'un à l'autre, enfin que leur fréquence de parution soit elle aussi égale. Ces impératifs posaient une autre limite, liée au travail de dépouillement et d'exploitation lui-même : selon l'objectif de comparaison en effet, le volume d'articles retenus devait être suffisamment restreint.

Examinés de décembre 1998 à avril 2000, trois hebdomadaires apparentés à la presse dite "indépendante", *La Gazette*, *Le Journal* et *La Nouvelle Tribune*, constituent ainsi le corpus principal de base, complété par le dépouillement, de 1991 à 1998, de *L'Économiste*, hebdomadaire devenu quotidien, et de deux interviews de journalistes, auteurs d'articles dans les titres de presse retenus. Signalons ici que les hebdomadaires possèdent tous ce caractère indépendant et que seuls quelques titres de presse quotidienne peuvent être apparentés à de la presse d'opinion au service de partis politiques. Nous verrons, pour cette même raison, que peu de comparaisons ont pu être effectuées et que leur "utilité" est relative. Ou plutôt : ces comparaisons des différents journaux montrent qu'ils ne peuvent pas être différenciés en fonction des discours tenus ou des positions prises au sujet des diplômés. « *J'ai l'impression qu'on se plagie tous, c'est la solution de facilité* », m'indiquait en ce sens un des journalistes interviewés de *La Gazette*. Comme cela apparaîtra par la suite, les différences de sens sont intrinsèques, elles résident au sein même de chaque journal, davantage qu'elles ne les départagent. Et si le "paysage" journalistique possède une certaine hétérogénéité, celle-ci s'observe avant tout dans la place accordée par chaque journal à la question des "diplômés chômeurs", en proportion de l'ensemble des articles consacrés à ce sujet, et en proportion de ceux qui traitent d'autres questions – l'éducation par exemple (voir en annexe).

Toutes ces réserves en disent long sur les limites du travail ici exposé et justifient l'origine de la principale direction finalement adoptée : discerner les représentations des jeunes diplômés dans quelques titres de presse et interroger le sens des différences caractéristiques de ces représentations. Pour tenter d'y parvenir, deux premières questions, que nous reprendrons dans la première partie de ce texte, ont orienté la recherche : pour les journalistes marocains de la presse écrite, qui sont ceux qu'ils dénomment les "diplômés chômeurs" ? Et quel sens attribuent-ils à leurs

actions ? Nous tenterons dans un second temps, à la lumière des réponses apportées, de mettre au jour le sens du discours journalistique sur un tel sujet et, au-delà, le sens sociologique de la pratique journalistique.

Heurs et malheurs des diplômés chômeurs : d'une approche des individus à leur catégorisation journalistique

Les titres d'articles suffisent pour affranchir le lecteur du ton employé par les journalistes au sujet des jeunes issus de l'enseignement supérieur et au chômage : «*Désespoir suicidaire et pessimisme extrême des diplômés chômeurs*», «*Le calvaire des diplômés-aveugles à la station "Al Kamra" à Rabat*», «*La colère des docteurs au chômage. L'État fossoyeur de l'université marocaine*», «*Docteurs et ingénieurs d'État sur le gril*», «*Grève de la faim des diplômés-chômeurs. L'asile social en Europe*», etc. Les articles eux-mêmes peaufinent ces annonces en portraits non moins alarmistes. Citons simplement un extrait d'un article de *La Gazette* :

«*Pas de couverture sociale, pas d'allocations chômage..., routine, ennui, oisiveté désarmante, rejet familial, crise psychologique, déficit de personnalité, délinquance, dégradation des mœurs, drogue, prostitution, petits jobs clandestins, tentations suicidaires, émigration à l'étranger (pateras¹) et bien d'autres redoutables maux, tel est le lot quotidien de cette couche sociale livrée aux spectres de l'angoisse, de la faim, de la mendicité, de la marginalité et de l'exclusion sociale* ».

89

La grande majorité des articles spécifiquement consacrés aux diplômés chômeurs – qu'il s'agisse d'en illustrer les actions comme les manifestations ou d'en dresser, en quelques mots, l'itinéraire – dévoile ainsi des victimes, le plus souvent «*désespérées*», astreintes à des conditions de vie précaires, dégradantes et sans issue. Oisifs, les diplômés au chômage «*mènent la vie des retraités*» nous dit *La Nouvelle Tribune* (30/09/99). Le chômage signale l'échec et, à travers lui, une mort symbolique. Promis

1 Les pateras sont les embarcations au bord desquelles les émigrés clandestins tentent de gagner l'Espagne par le détroit de Gibraltar.

de tout temps à la réussite sociale et professionnelle, les lauréats de l'enseignement supérieur sont, faute d'être recrutés comme par le passé dans la fonction publique, désormais voués à l'errance. Le Plan d'Ajustement Structurel des années quatre-vingt, dont les politiques économiques gouvernementales sont toujours le fruit, a « *mis au bord de la route une génération qui s'est approprié la désespérance et le dépit* ». La dévalorisation, du diplômé comme de son titre chèrement acquis, s'est substituée à la promotion sociale attendue et espérée dans la logique même des anciennes promesses gouvernementales. "Naturellement" appelés à faire avancer leur pays par la valorisation de leurs savoirs, les lauréats de l'enseignement supérieur sont aujourd'hui conduits à reculer. Ne sont-ils pas en effet contraints de se plier à la pratique de petits boulots qui seule peut garantir « *leur survie* » ? Ainsi de ce licencié en philosophie, reconverti dans le commerce du poulet, ou de cette jeune femme qui, pour nourrir ses deux enfants, n'a d'autre possibilité que de se prostituer. Le gouvernement lui-même participe à cette « *dévalorisation du cadre supérieur national* », puisqu'il convie les jeunes au chômage à reprendre des formations qualifiantes de niveau bac + 2, bien en deçà, donc, de leur niveau de docteurs ou d'ingénieurs. Et le déclassement ne s'arrête pas là. Destinés à produire, à récompenser les sacrifices faits pour eux, nous disait un membre du *Journal*,

« ils constituent un fardeau pour leur famille qui la plupart sont pauvres et qui attendaient tant de choses de ces diplômés chômeurs. Leur fils va étudier en France, à l'étranger, ils l'attendent, ils attendent qu'il revienne, il va les sauver un peu. Et ils trouvent que quand il est là il n'a même pas de quoi se payer un café ».

Riche en termes et en métaphores eschatologiques, associés au regret d'une dépréciation du diplôme, la presse écrite laisse ainsi penser à une mort symbolique générée par l'inversion du statut et de la fonction individuelle du diplômé.

Et la mort n'est pas seulement symbolique. Mille petites morts l'annoncent, dont les exemples égrènent les pages journalistiques. « *Ces damnés de la terre marocaine* », comme les caractérise *La Gazette* (n°102, 10/02/99), s'y vouent en consommant de l'alcool et de la drogue, en s'adonnant à la prostitution, ces antichambres de la déchéance, et mettent au jour « *l'ampleur de la détresse qui insulte nos regards sur les trottoirs de nos villes et les artères de nos villages* » (*ibid.*). En proie à la

souffrance physique occasionnée par le manque – de nourriture ou d'hygiène –, par l'excès – de stupéfiants –, ou encore par la torture – celles de la prostitution ou des matraques –, ces diplômés décrits par la presse sont de surcroît accablés par les dettes contractées pour terminer leurs études et menacés par les tribunaux s'ils ne s'en acquittent pas, voués à la précarité au terme de stages de formation qui ne s'accompagnent pas d'un emploi, assujettis enfin à la corruption et au clientélisme caractéristiques du secteur public, ou encore à l'exploitation d'employeurs privés prompts à utiliser et sous-payer cette main-d'œuvre excédentaire. Mille petites morts qui gommant chaque jour davantage la possibilité pour eux d'obtenir le minimum – trouver un emploi dans le secteur public – et, tout simplement, de « mener une vie digne, stable et honnête » (*Le Journal*, 08/05/99). « Notre problème, dit ainsi un diplômé, est qu'on est pratiquement privé de tout : le travail, la couverture sociale, l'assistance médicale et même le sens de civisme et de solidarité (...) » Que faire pour « s'extraire de ce borborygme » s'interroge un journaliste, témoin d'un de leur sit-in (*La Gazette*, n°155, 01/03/00) ? « Frappés d'ostracisme et de marginalisation », les docteurs et ingénieurs d'État en chômage n'ont plus que la parole, prise dans la rue ou retranscrite dans les pages de journaux, pour faire entendre la seule possibilité qu'il leur reste : « nous sommes prêts, lancent-ils ainsi sous forme de manifeste dans les colonnes de ce dernier hebdomadaire, à sacrifier notre vie pour obtenir notre droit au travail et à la dignité ». Et d'exhorter « toutes les organisations de la société civile, politique, de droit et syndicats ainsi que tous les citoyens, d'être solidaires avec notre cause ».

91

Mais cette parole-là aussi porte en elle sa propre fin : lorsqu'ils ne sont pas tombés dans la déchéance, à l'abri des regards et dans le secret, les diplômés chômeurs choisissent la scène publique pour mettre en scène l'inéluctable : la grève de la faim devient l'ultime recours à une situation sans issue, tout autant qu'elle porte en elle les marques de l'irréversible. La grève du 16 au 18 mars 1999, rapporte *La Gazette* (n°158, 22/03/00), aura par exemple fait « sept victimes d'évanouissement et d'affaiblissement parmi les femmes qui ont dû être hospitalisées d'urgence ».

« Après avoir épuisé toutes les formes de sensibilisation et toutes les démarches auprès des responsables concernés par le dossier de l'emploi, dit un jeune manifestant à un journaliste de ce dernier hebdomadaire, nous sommes convaincus que l'indifférence et l'exclusion sont les seuls moyens utilisés par ces responsables envers la crise des diplômés en chômage » (*La Gazette*, n°155, 1/03/00). Marginalisés et exclus de fait,

ils mettent en scène leur propre exclusion et la dépréciation de leurs acquis (le diplôme) à l'origine de cette marginalisation. Le suicide, cet "appel du vide" enclenché par l'exclusion et l'oisiveté, devient une tentation. « *Le vide est mon ennemi numéro un* », dit l'un d'eux (*La Nouvelle Tribune*, 30/09/99). En proie au « *calvaire* », cette « *jeunesse désemparée et déboussolée, craignant les affres horribles d'un abandon définitif* » (*La Gazette*, *op. cit.*), répond à cet appel par une sortie réelle – et non seulement symbolique –, à la fois du monde du travail et de la société : « *laissés pour compte* » là où l'on disait par avance compter sur eux – "laissés au vide" pourrait-on dire – ils deviennent « *animés des mêmes intentions de fugue* » et choisissent de migrer. Désemparée par « *l'ampleur du calvaire enduré* », en proie à « *un incommensurable désespoir* » et incapable de trouver de moyen plus sûr pour aboutir, « *l'élite de la jeunesse intellectuelle du pays* » sort d'un univers, où prédomine l'indifférence à son égard, pour « *l'asile social* » en Europe. Las de manifester publiquement lorsqu'elle n'est pas purement tombée dans l'oubli, elle décide parfois de « *prendre la clef des champs* », laissant alors aux gouvernants le vide de son absence comme dernier message.

92

À en croire les avis exprimés par les journalistes et les diplômés par eux interviewés, l'errance en attente d'un avenir incertain laisse des marques profondes. Après avoir enduré des « *conditions de vie vraiment scandaleuses durant leur sit-in* » : « *pollution, bruit, régime alimentaire pauvre et manque d'hygiène* », après avoir essuyé les coups de matraque et avoir été « *traités comme des criminels* », les diplômés chômeurs sont « *devenus comme des bêtes de cirque qu'on vient admirer comme une curiosité de la ville de Rabat* » (*Le Journal*, 8/05/99), avant d'être déposés de leur identité de « *citoyens* ». Ils ne troquent pas seulement l'avenir de cadres qui leur était promis pour des petits boulots ou pour un avenir inconnu, mais aussi leur statut d'élite pour une identité défigurée et recomposée. « *Cruellement déçus par l'incurie de nos responsables*, dit l'un d'eux, *il n'est plus question pour nous de revenir un jour au Maroc, ni même de nous considérer comme Marocains.* » (*La Gazette*, n°158, 22/03/00).

Cette retranscription de propos de diplômés chômeurs, comme les discours tenus à leur sujet et ici largement rapportés, montrent combien ces jeunes sont victimes aux yeux des journalistes : victimes de "l'inadéquation formation-emploi", victimes du fait que le gouvernement socialiste aujourd'hui en place ne tient pas ses promesses passées, victimes du

manque de considération de la part de ces gouvernants et de l'indifférence générale, victimes enfin, comme nous le verrons, de diverses manipulations.

Cette position prend, par ailleurs, le caractère de la défense, dans un élan de solidarité. Dans leur majorité, les journalistes prennent fait et cause pour ces jeunes et choisissent d'alerter l'opinion publique d'un problème qu'ils jugent préoccupant. Écoutons plutôt deux journalistes interviewés à ce sujet.

« On s'est intéressé à ce problème en raison de l'évolution rapide du phénomène de gravité sociale de la question, et de la léthargie de l'appareil public et même de l'absence de volonté politique. Ensuite ces gens-là [les diplômés chômeurs], il fallait que la presse, comme les partis, les syndicats, la société civile, aide à faire parvenir leur voix pour augmenter la pression pour leur trouver une solution. Et ça s'est fait au niveau de toute la presse. À un moment donné, ça a même été une mode² en quelque sorte : dans tous les journaux, tout le temps, vous trouviez des articles ; des articles qui n'étaient pas des articles de journalisme mais des articles de plaidoirie, de défense et d'appel à la conscience publique³ pour venir en aide à ces gens-là. »

93

Face à ce qu'ils considèrent comme grave, certains journalistes ne décident pas seulement de faire état de l'actualité et d'alerter l'opinion publique, mais également de rompre un silence et une léthargie à leurs yeux grandissants et d'éviter que les principaux protagonistes ne sombrent dans l'oubli.

Leur passé d'étudiants explique en bonne partie cette solidarité des journalistes à l'égard des diplômés chômeurs. Eux aussi ont été diplômés, à la recherche de travail, et confrontés aux mêmes problèmes.

« Au début, d'abord, me répond un journaliste lorsque je lui demande ce qui l'a amené à écrire sur ce sujet, c'est que, étant

2 C'est moi qui souligne, pour signaler l'un des ressorts de la construction des discours et des représentations (cf. infra).

3 Idem.

moi-même diplômé universitaire, j'ai eu la chance de trouver un emploi, mais j'ai trouvé l'emploi dans des conditions assez difficiles et, effectivement, je comprends parfaitement la situation de ces jeunes ; donc c'est déjà une question de solidarité de corps. Ayant fait le même parcours que ces gens-là, il n'y a pas de raison que nous ayons pu trouver un emploi et qu'eux se trouvent marginalisés.» Un autre précise que les diplômés chômeurs le sollicitent souvent, puis ajoute : «on ne trouve rien à leur argumentation, imparable d'ailleurs ; on ne trouve rien à leur répondre, ils ont raison, ils ont le droit de trouver une place sur le marché du travail dans leur pays, ils ont un diplôme... Ils ne peuvent pas accepter d'avoir un diplôme supérieur et de ne pas être intégrés dans la société. Ça n'est pas possible, c'est carrément dingue. Alors que la société a besoin de gens cultivés, de gens avec des diplômes... C'est un problème qui concerne notre société et on est impliqué. On fait partie d'eux, on les connaissait, on est les mêmes. Au départ on était tous sur le même banc. Si on s'y intéresse c'est parce qu'on s'y connaît un peu. Il peut y avoir des diplômés qui sont des copains, on était des copains de classe hier. Ils reviennent avec des diplômes d'Europe alors que nous qui sommes restés ici nous travaillons déjà. Et eux qui reviennent avec un diplôme, un titre, tout un tas de titres, ils ne trouvent même pas une place. Voilà, le problème on le sent au quartier, au café, on se téléphone et on se dit : tiens, X n'a toujours pas trouvé de travail, il souffre, Y il est tombé malade. Ça n'arrête pas de tourner. On est au milieu. Entre journalistes, entre ex-étudiants. Le problème est quotidien».

Les diplômés sous silence **Procédés de construction des représentations**

Seule l'interview permet de capter de tels propos. Mais les articles témoignent, en filigrane, du sentiment des journalistes d'appartenir au même corps que celui des diplômés, dont seul le travail (l'activité salariée) les départage. La critique s'efface derrière l'élan solidaire – dont la “victimisation” rend bien compte – à l'égard de compagnons qui, eux, n'ont pas eu la chance d'avoir un emploi. Cette conscience partagée des problèmes qui affectent les diplômés – pour l'essentiel l'absence d'emploi et de prise en charge par l'État, la non-reconnaissance et la dépréciation du diplôme, enfin leur marginalisation –, affleure dans le ton partisan

employé pour les évoquer. Mais elle peut même se lire, paradoxalement, dans la neutralité de certains discours. Celle-ci ne signifie pas, comme on pourrait le penser, un manque d'intérêt de la part du journaliste ; mais, simplement, que la prise de position est inutile pour rendre compte d'une réalité. Attirer l'attention du lecteur suffit. Dépouillé d'artifices (comme peuvent l'être les métaphores destinées à survaloriser un fait ou un événement), le discours peut, par sa neutralité même, repousser la critique et bénéficier de davantage d'attention. À propos de l'un de ses articles dans lequel il ne prend aucune position, un journaliste (du *Journal*) m'explique ainsi, en parlant des diplômés :

« On prend ce qu'ils disent et on l'expose à l'opinion. Littéralement ce qu'eux veulent dire. Comme ça on sent qu'on ne les a pas trahis. On n'apporte pas une touche bonne ou mauvaise. On ne sait jamais comment ils vont le prendre. Comme ça on gagne leur confiance. Ce qu'ils ont dit, on le rapporte. Autrement dit, ils savent très bien qu'on est avec eux. Sinon on n'aurait jamais abordé la question. Vous voyez : c'est déjà le fait de leur consacrer un article ou deux, ça veut dire ce que ça veut dire. On n'a pas besoin de prendre position. On est à côté d'eux. Ils ont raison. C'est clair. »

95

Inutile donc d'afficher systématiquement cette solidarité avec les diplômés : le recours à l'actualité suffit, dont on force les traits les plus marquants pour l'opinion publique – avant tout la répression et l'absence de considération gouvernementale des problèmes sociaux. Ce soutien se double bien sûr de prises de position par rapport au gouvernement, identifié comme le responsable, selon une grille de lecture commune à celle des diplômés chômeurs. Le journaliste précédent indique par exemple sans ambages ce parti pris :

« On ne cherche pas à savoir, parce que l'État et les instances responsables leur promettent tant de choses, et en fin de compte il n'y a aucun résultat. Ils les repoussent et repoussent les solutions d'une année à l'autre. Et nous nous voyons toujours les mêmes diplômés chômeurs, ceux qui ont observé une grève de la faim, ceux qui ont fait des sit-in devant le parlement. Alors, nous, on est très proches d'eux. L'essentiel c'est qu'on ressent automatiquement ce qu'ils ressentent, parce qu'ils font partie de nous. On cherche à savoir quel est leur état d'esprit, jusqu'à quel point ils souffrent. On cherche

aussi à savoir jusqu'à quel point c'est vrai, leurs souffrances. Mais quand on s'approche d'eux on se rend compte que c'est vrai, leurs souffrances, ils ne font pas semblant. Ils ont 30 ans, 32 ans, ils sont docteurs, ils ont un grand doctorat. Tu débarques de France ou du Canada et ton doctorat ne te sert à rien. Même l'épicier du coin ne va pas te faire crédit parce qu'il sait que tu n'as rien (...). Les diplômés veulent s'intégrer (...). Ce n'est pas eux qui refusent de s'intégrer. D'ailleurs, c'est l'État qui a concrétisé cette idée-là que si vous travaillez dans la fonction publique vous garantissez votre avenir. C'est dans leur subconscient. Et ils ont peur, quand ils ont un travail, de le reperdre au bout de quelques mois. Eux ne sont pas contre l'intégration, ils ne sont pas contre une autre formation pour pouvoir s'intégrer. Pas du tout. Mais cette peur qui plane toujours au-dessus de leur tête... ».

« *On ne cherche pas à savoir...* » : la justesse de la cause suffit à légitimer le discours en faveur des victimes. La solidarité des journalistes avec les diplômés chômeurs masque dès lors des pans entiers de leur réalité. Qui sont-ils ? Leurs souffrances suffisent parfois comme réponse et le silence des gouvernants à leurs revendications comme alibi pour ne pas mener plus avant les investigations. Leurs actions peuvent alors être réduites à leurs manifestations, leur parcours à leur sit-in, et leur identité résumée à l'aide du triptyque diplôme-chômage-misère⁴. Approchés lorsqu'ils manifestent et revendiquent, lorsqu'ils opposent au silence des gouvernants et de la société tout entière des messages d'alerte comme peut l'être une grève de la faim, ou encore lorsque le gouvernement adopte une mesure qui les concerne directement ou indirectement, les jeunes diplômés chômeurs cessent d'exister le reste du temps – au moins dans la presse ici étudiée.

4 Ce discours reproduit ainsi, sur un autre mode, les considérations sur “l'inadéquation formation-emploi” toujours avancées pour expliquer le chômage des diplômés et pour marquer – pour stigmatiser – à la fois la dépréciation du diplôme (plus largement du capital scolaire) et la faillite du système éducatif à valoriser ses étudiants et leurs acquis sous forme, précisément, de produits “adéquats” aux besoins de l'économie.

Tableau 1

*Traitement thématique de la question du chômage des diplômés
dans les trois journaux
(en nombre d'articles, de décembre 1998 à mars 2000)*

	<i>La Gazette</i>	<i>Le Journal</i>	<i>La Nouvelle Tribune</i>
Mesures adoptées en faveur des diplômés chômeurs	1	1	1
Articles sur leurs actions	5	2	1
Articles sur eux-mêmes	2	1	1
Articles sur l'emploi et son traitement politique	6	3	1
Articles sur les acteurs en charge des problèmes des jeunes	3	2	0
Total	19	9	4

Peu d'articles leur sont consacrés directement, et moins encore à leur identité collective et à leurs actions et pratiques hors manifestations. Nous verrons que cette imprécision, que ces vides constitutifs des articles servent indirectement l'objectif d'opposer au gouvernement son incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux, et celui d'alerter l'opinion publique sur ce fait – qu'ils servent en somme la volonté idéologique de défendre certaines causes et d'y associer le lectorat. On tentera aussi d'en relever le sens. Notons dès maintenant ce paradoxe : en apparence véhicule de l'actualité brute, par la mise en œuvre d'un “journalisme de couverture” – à défaut d'un journalisme d'investigation peu pratiqué –, la presse se veut en fait messagère et, pour y parvenir, travestit cette réalité en en gommant des pans entiers. Une neutralité et une objectivité de façade sont mises au service d'une subjectivité de fond.

Et la question demeure : qui sont donc les diplômés chômeurs ? Le lecteur l'ignore largement et ne possède, pour le savoir, que l'image caricaturale figurée par des journalistes qui laissent dans l'ombre leur origine sociale et l'originalité de leurs parcours individuels, la nature et la dimension de leurs démarches collectives, ou qui ne les évoquent que rarement, par bribes, laissant penser que l'ensemble des jeunes diplômés peut être

identifié à des cas particuliers. L'un des articles consacrés aux manifestations des diplômés chômeurs non-voyants note par exemple que leurs animateurs « *proviennent de différents cercles politiques et syndicaux. On y relève en particulier des “barbus” appartenant à tous les courants islamistes et aussi des activistes d'extrême gauche, des militants de la jeunesse Ittihadia et des responsables des mouvements de la société civile* » (*La Gazette*, n° 100, 27/01/99). Les exemples pourraient être multipliés. Il est vrai que le dépouillement de la presse écrite n'a pas été exhaustif et que celui des journaux ici analysés a porté sur une durée précise et limitée. Mais, pour avoir connaissance de la structuration du mouvement des “diplômés” en une multitude de groupes identifiés à leurs secteurs et disciplines d'études⁵, pour comprendre en quoi leur manipulation parfois évoquée consiste réellement – pour ne prendre que ces deux exemples –, ce dépouillement a dû nécessairement être complété par des interviews de journalistes.

La construction des représentations des diplômés que nous livre la presse repose ainsi sur la combinaison de la parole et du silence, d'un ton parfois neutre, ailleurs plus partisan, enfin par la catégorisation : la multiplicité des jeunes diplômés, les singularités de leur parcours, les particularités de leur identité individuelle, ou encore leurs différences, leurs oppositions et contradictions, disparaissent en majorité derrière le portrait d'un groupe uniforme et homogène, de surcroît privé de l'une de ses composantes : celle des diplômés “intégrés” qui ont obtenu un emploi et de ceux qui entreprennent par eux-mêmes. Même les critiques adressées aux gouvernants pour leur manque de politiques en faveur des chômeurs ne sont pas assorties d'un exposé précis des mesures gouvernementales, dont seule la lecture de l'ensemble des journaux peut fournir le détail.

Pourquoi cela ? « *On ne fait pas notre boulot, je suis convaincu qu'on ne fait pas le boulot qu'on devrait* », dit l'un des journalistes que j'ai rencontrés. Cherchons plutôt à voir sur quoi débouche cette catégorisation, à savoir ce qu'elle sert. Prenons simplement l'exemple d'un article rédigé à l'occasion d'une manifestation, en janvier 1999, de diplômés chômeurs non voyants délogés de l'enceinte du Parlement (*La Gazette*,

5 Les diplômés chômeurs s'organisent en effet en fonction de leurs études, de leur discipline, ou même de leur appartenance à une même école (par exemple le “groupe des chimistes”, le groupe des “diplômés de l'URSS”, etc.).

n° 100, 27/01/99). « *On a tout fait, dit l'un d'eux rencontré par le journaliste, pour tuer dans l'œuf notre action revendicatrice... On nous a transférés (...) dans l'espoir de nous décourager et nous obliger à rentrer chez nous.* » Après avoir repris ces propos, le journaliste relève, lui, « *ce mauvais traitement réservé à des personnes handicapées qui ne demandent que les quelques avantages accordés à ceux qui ont osé organiser leur mouvement dans l'enceinte du Parlement (...), qui ont décidé de rester sur place durant tout le mois sacré du Ramadan et de passer les vacances de l'Aïd El Fitr sous le froid glacial et la pluie* ». À l'évidence, les manifestants se sacrifient pour leur cause, alors même « *qu'aucun ministre n'a cru bon leur rendre visite* ». Le recours aux propos d'un ministre permet d'étayer cette position à l'égard des diplômés. « *Ce mouvement est tout à fait injustifié, dit celui-ci, pour la simple raison que ces activistes ont préféré le style de la confrontation et de la médiatisation stérile à celui du dialogue et de la concertation.* » Le journaliste ne laisse pas percevoir ce qu'il en pense, mais, après avoir mentionné l'absence de soutien de l'État à leur égard et signalé le choix de prendre pour « *cible préférée le gouvernement de l'alternance* », il conclut en disant : « *Au gouvernement de l'alternance, censé initier le changement, d'en tirer les conséquences qui s'imposent* ». D'autres que lui attribuent la situation des diplômés à « *l'inconscience des responsables* », et leur mécontentement « *à la vicissitude de gouvernements incompetents qui ont atteint des taux difficiles à résorber* ». Les leçons tirées de la manifestation ont donc une dimension politique et générale, et non seulement sociale et particulière à une catégorie d'individus. Les diplômés chômeurs sont toujours présentés comme des victimes, comme on l'a vu, mais ils finissent par disparaître derrière le problème général de l'emploi, dont ils sont une des figures maîtresses, et derrière celui de la répression gouvernementale. Ils sont certes pénalisés par l'absence de travail – ce travail qui est, selon un journaliste, « *la dignité de l'être humain* » et dont le droit est « *une évidence constitutionnelle* » –, mais ils sont, aussi et surtout, l'image même des échecs du pouvoir ou, selon le mot d'un journaliste, « *un boulet de mauvaise conscience dans le jardin secret de l'État* » (*Le Journal*, 29/05/00). Les diplômés chômeurs, comme l'ont souligné des journalistes de cette presse écrite dite “indépendante”, sont manipulés par certains partis, certaines fractions politiques, « *qui ont cru réaliser une opération politique d'envergure en se nourrissant de la souffrance de ces diplômés chômeurs* » (*La Gazette*, n°108, 24/03/99). L'un « *pense tout particulièrement aux mouvements islamistes, modérés et radicaux* », pour lesquels ces

diplômés chômeurs « ont droit à un emploi et à une vie décente bien avant l'ensemble des autres diplômés » (*ibid.*)⁶.

Mais, comme on vient de le voir à travers la catégorisation utilisée par les journalistes au sujet des diplômés et le recours à leurs problèmes pour stigmatiser la gestion gouvernementale des questions de société, la manipulation politique a pour pendant, dans le monde de la presse, l'instrumentalisation d'individus ou de groupes. Dans les colonnes des journaux, les diplômés chômeurs sont symboliquement érigés en une catégorie qui sédimente, symbolise et dit les problèmes du chômage, comme les transformations qui affectent le savoir universitaire. Mais, au-delà de la catégorisation qu'il opère pour rendre visibles des phénomènes, le travail journalistique transcende aussi ces catégories. La situation de certains individus devient le problème général de classes identifiées selon des propriétés communes (le diplôme par exemple ou simplement l'âge – il n'est alors plus seulement question de jeunes diplômés mais de jeunes au sens large) et la mise en relief de la nécessité, pour tous, de bénéficier de politiques globales de changement et d'amélioration. Si les journalistes s'associent aux diplômés dont ils plaident la "misère" et déplorent "l'asile social" en Occident, c'est pour mieux signaler la faillite des gouvernants dans l'amélioration de la situation sociale et économique, dans la réhabilitation de l'État comme garant de la protection sociale des citoyens, enfin dans son devoir patriotique de promouvoir ces citoyens et de leur assurer, au sein du pays, le meilleur avenir. Sujets toujours sensibles, le travail ou l'éducation sont ainsi, sous la plume des journalistes, prétextes à messages politiques à l'adresse du gouvernement en place ; et leurs victimes, qu'il s'agisse des diplômés chômeurs ou des "enfants de la rue" par exemple, des instruments de la nécessaire sensibilisation de "l'opinion publique". Ce double glissement, de l'examen particularisé à l'amalgame, et des problèmes rencontrés par certains groupes à un fait général de société, est

6 L'un des journalistes rencontrés précise : « *Amasser des problèmes devant la porte du gouvernement pour le gêner, pour le déboussoler, peut être une pratique de la droite. Au Maroc on n'a pas d'extrême droite, mais une droite très " méchante " . C'est des gens qui n'hésitent pas à utiliser des moyens qui ne sont pas très catholiques, pour arriver à leur fin. Un exemple : quand ils étaient en sit-in devant le parlement, souvent on les incitait à prolonger le sit-in. Je parle des gens de l'autre bord. On les incitait à rester. Il y avait des problèmes de prise en charge, bon ils les prenaient en charge. Y compris les loisirs. Pour eux l'objectif était de faire durer le plus possible la protestation ».*

rendu possible par la catégorisation des individus et, encore une fois, par le silence observé – volontairement ou non –, enfin par la rareté d'articles consacrés aux particularités d'un problème dont la complexité est alors résumée en figures paradigmatiques. Et il est mis au service d'un discours politique, adressé au lectorat "populaire" comme intellectuel, pour une critique des mesures et pratiques adoptées par le pouvoir.

Oppositions et indétermination : la presse en "transition"

Pour autant, l'ensemble des articles est lui-même hétérogène et ne peut laisser croire à des positions unanimes chez les journalistes. L'utilisation commune des procédés précédemment relevés laisse percevoir des singularités de ton ou thématiques. D'une part en effet, la part réservée à un sujet d'actualité comme celui des diplômés chômeurs varie d'un journal à l'autre, en proportion de l'ensemble des textes écrits sur le sujet, et en proportion des articles rédigés sur d'autres sujets. Par exemple, 59,4 % des articles consacrés directement aux diplômés chômeurs ou dans lesquels il y est fait explicitement référence sont publiés par *La Gazette*, alors que ceux de *La Nouvelle Tribune* ne représentent que 12,5 % de cet ensemble. Autre exemple : sur la période considérée, *La Gazette* a consacré 36 articles à l'éducation et 19 articles à ce sujet (soit 52,8 % de ce volume global), *La Nouvelle Tribune* respectivement 34 et 5 (soit 14,7 %).

D'autre part – la place manque ici pour traiter davantage de l'hétérogénéité du champ journalistique et pour décliner les conséquences de l'absence visible de ligne éditoriale, dont ont témoigné les journalistes interviewés –, l'apparente uniformité des représentations des diplômés chômeurs est contrariée par deux thèses opposées et contradictoires à leur sujet et à celui des problèmes qu'ils symbolisent. Selon la première, prédominante et principalement exposée jusqu'ici, les diplômés chômeurs sont victimes de leur situation, pénalisés par les politiques de l'État consécutives au Plan d'ajustement structurel, enfin laissés pour compte par des gouvernants qui ont toujours avancé le discours d'une valorisation, par le travail et la promotion sociale, des savoirs scolaires et universitaires. L'obtention de diplômes d'études supérieures devrait se solder, sinon par une intégration dans la fonction publique, désormais illusoire, du moins par un soutien étatique en matière d'embauche. Et il faut aussi reconnaître à la décharge des diplômés manifestants qu'ils ont « *longtemps vécu dans la culture de "l'emploi garanti" au bout du chemin des études* » (*La*

Gazette, n°112, 21/04/99). Ce discours porte l'accent sur les pertes subies, en termes de sécurité sociale, par la génération des jeunes, par la classe des lettrés, et sur les transformations négatives dont sont affectés le monde de l'enseignement ou les logiques de mobilité et de promotion sociale. En réponse au sentiment d'abandon parfois exprimé par les diplômés, il semble attaché à sauver ce qui peut encore l'être, d'un passé où le savoir universitaire était plus honoré et récompensé, où leurs titulaires étaient davantage promus et honorés. Et ce discours n'a de cesse de relever « *la culpabilité des gouvernements successifs qui, de crainte d'affronter la colère des jeunes, avaient entretenu l'illusion d'un emploi stable alors que l'assiette du travail se rétrécissait à vue d'œil* » (*ibid.*).

La deuxième thèse, d'inspiration plus libérale, avance, elle, la nécessité actuelle, pour les diplômés, de se “prendre en charge” et d'entreprendre. L'État Providence est désormais une réalité passée dont il faut prendre acte, plutôt que de recourir à des revendications passéistes identifiées à une pression de mauvais aloi à l'égard du gouvernement. Par exemple :

102

« *ils [les diplômés] étaient censés être les premiers à prendre acte de la nouvelle géographie économique du monde : dès la moitié des années quatre-vingt, les États ne pouvaient plus “pléthoriser” les administrations (...). Les sociétés modernes ne peuvent plus vivre sous le schéma classique d'une carrière une et indivisible : recrutement, stage, travail “peinard”, et enfin retraite* » (*ibid.*). Ou encore : « *Les chômeurs doivent investir au plus vite et sans complexe les cycles de formation disponibles, exigeant si nécessaire le financement de ces derniers par les pouvoirs publics, au lieu de camper misérablement par-devant les parlementaires, à la recherche de jobs bouche-trous de moins en moins disponibles* » (*ibid.*). Or, notent les journalistes dans le même sens, les diplômés chômeurs « *refusent obstinément de travailler dans le secteur privé dont ils dénoncent les carences et la précarité* » et, plus encore, d'entreprendre par eux-mêmes.

Le chômage, ici, n'est pas ignoré mais considéré comme relatif et, à ce titre, plutôt passé sous silence ou examiné à la lumière des réformes pour l'emploi, ou encore apprécié à la lumière des possibilités d'embauche dans le secteur privé. Pour l'illustrer, les journalistes recourent parfois aux témoignages d'entrepreneurs, ou de tous autres acteurs qui ont cherché en vain à recruter des diplômés ou qui en ont essuyé un refus après leur avoir

fait des propositions. Tel cet agriculteur rencontré par un journaliste aux “Assises de l'emploi” de Marrakech en décembre 1998, qui n'a pas réussi à trouver des ingénieurs agronomes pour travailler sur son exploitation. «*Ils veulent tous travailler dans l'administration, dit-il, avoir un emploi garanti à vie et aucun ne veut se déclarer d'une compétence quelconque lors de l'entretien d'embauche*» (*Le Journal*, 19/12/98). Dans sa retranscription, le journaliste remarque que cet employeur a été «*échaudé par la démission d'une ingénieur partie sans préavis au bout de six mois*», avant de lui redonner la parole : «*ce sont ces diplômés auxquels on gonfle la tête qui créent le chômage. Les opportunités de travail existent bel et bien*». Les choses sont claires : même si «*seuls le parler vrai et la courageuse responsabilisation des jeunes – diplômés ou non – peuvent inverser le cours actuel des choses*», autrement dit même si les gouvernants assument devant les diplômés leur incapacité à satisfaire leurs revendications, ces derniers doivent, eux, reconsidérer la valeur de leur diplôme tout autant que les exigences du marché de l'emploi. Jamais, nous dit ce journaliste, «*au Nord comme au Sud de la planète, dans aucun pays du monde, les jeunes chômeurs, analphabètes ou grasement diplômés, ne se sont adressés aux gouvernements pour les “faire travailler” (...)*». Et il n'est pas possible d'espérer «*un recrutement massif de cette nouvelle caste du sociogramme marocain qui ne fait valoir ni sa filiation, comme on s'y amusait allégrement au lendemain de l'indépendance, ni ses savoirs, ni même son savoir-faire, mais seulement et uniquement son diplôme. Comme si le diplôme, conclut-il, pouvait vous faire un homme !*» (*La Gazette*, n°112, 21/04/99). La question du diplôme et de sa dépréciation est donc, elle aussi, secondaire, de même que la valorisation des savoirs universitaires par la promotion sociale. Ou plutôt : les succès remportés par les jeunes entrepreneurs attestent de la valeur des diplômes supérieurs et rendent caduque leur remise en cause, au point que la simple évocation du problème militerait pour la thèse opposée, condamnant alors le respect tacitement accordé au savoir scolaire et universitaire.

Ces deux thèses, ici schématisées, sont rarement exposées de manière aussi explicite. Elles sont aussi souvent nuancées, y compris par l'absence de prise de position claire sur les principaux sujets qu'elles recouvrent et qui se croisent : le savoir, le travail et le statut de la jeunesse. Mais elles parcourent tous les journaux et se renvoient même l'une à l'autre au sein de certains hebdomadaires, au point que le lecteur non averti – comme l'étranger – est amené à s'interroger sur leur validité ou, simplement, sur ces nuances. De surcroît, certains propos de journalistes

tendent à la contradiction. Ainsi, par exemple, l'interlocuteur d'une interview menée dans les locaux du *Journal*, qui signalait, comme nous l'avons entendu, que les diplômés chômeurs ne refusent pas de s'intégrer dans le secteur privé, disait-il aussi :

« *Eux ne sont pas contre l'intégration, ils ne sont pas contre une autre formation pour pouvoir s'intégrer. Pas du tout. Mais cette peur qui plane toujours au-dessus de leur tête. Ils craignent... On peut se jouer d'eux, leur dire qu'il y a une crise : voilà, le crédit ne marche pas, la banque ne veut pas, il y a un tas d'obstacles qu'ils rencontrent. Vous, vous êtes diplômé chômeur et vous voyez votre ami qui s'est lancé dans l'entreprise et ce qui s'en suit. Vous voyez qu'il n'est pas vraiment content, vous voyez qu'il a regretté, qu'il s'est enfoncé dans d'autres problèmes ; vous préférez garder vos distances et chercher dans la fonction publique, qui vous éviterait ce genre de problèmes. Je crois que vous n'en avez pas besoin, déjà vous avez assez souffert, vous ne cherchez qu'un travail pour vous sauver du milieu familial, là où vous êtes lourd, où vous constituez un fardeau et tout. Je n'ai jamais rencontré un diplômé chômeur qui répudie le secteur privé. Jamais. Mais ils ont peur parce que... Comment voudriez-vous qu'ils s'intègrent dans le secteur privé ?* ».

104

Les contradictions ne marquent pas seulement les discours, elles traversent aussi les représentations de certaines questions spécifiques à des groupes d'individus, en résonance avec les oppositions qui parsèment les différents journaux, faute de les départager entre eux. Gauche, droite ? Affaire de partis, de sensibilités politiques ? Même les protagonistes de la scène politique, nous dit par exemple Alain Roussillon, « (...) *tenants du réalisme et des "grands équilibres" et déçus de l'alternance continuent de s'opposer, selon des clivages qui passent moins entre les partis de la nouvelle majorité qu'au sein même de ceux-ci* » (1999 : 5). Les grands dossiers aujourd'hui en débat au Maroc – l'éducation, le statut de la femme, la réforme du territoire et le code du travail – révèlent, sinon les dissonances et les oppositions ou les lignes politiques de fracture, du moins l'impossibilité pour chaque corps (social, politique...) de se positionner en termes clairs, et dont l'imprécision révèle une fragmentation tout aussi partielle et partisane. Car les cartes du jeu politique, avec les Plans d'ajustement structurel, puis les mesures récemment prises par le nouveau souverain Mohamed VI, ont été redistribuées. Comme l'indique

par exemple Khatibi, suite au PAS en 1983, « *l'État s'est trouvé en perte de vitesse dans le domaine économique et social. Il devait lâcher la bride à la libéralisation et à la privatisation. Mais quand l'État a commencé à céder une partie de son pouvoir économique au privé, il s'est produit un phénomène dualiste au sein de l'État : l'État continue à jouer son rôle de stratège central, le gouvernement se dépolitise. (...) Les élites et les cadres mis en place exécutaient les directives d'une manière technocratique, marquée par la confusion entre les tâches. Et plus le gouvernement se dépolitisait, plus l'administration chargée des affaires intérieures du pays se substituait à lui. De là cette dissymétrie au cœur de l'État, entre un modèle de stratégie et de repolitisation de la société d'une part ; et, de l'autre, une neutralisation de la politique secrétée par des appareils d'exécution* » (1998 : 31).

Quel parti prendre – si tant est qu'il soit question de prendre un parti quelconque dans un contexte où, précisément, le partage – des hommes comme des idées – semble prendre pour traits ceux de la confusion ou, à tout le moins, de la réflexion, assujettie au “temps long” ?

Un journaliste que j'interroge à ce sujet hésite, réfléchit, puis dit, comme en écho aux propos du politologue précédemment cité :

« *Transition... On ne sait pas encore où est la balance. En tout cas, positivement, non. Le poids des séquelles de l'héritage passé pèse encore lourdement. On va schématiser : vous avez un gouvernement de gauche, vous avez une administration tentaculaire sur l'ensemble du pays, de droite. Donc le gouvernement ne peut rien faire, l'administration bloque tout. Plus grave que ça : au sein même des administrations centrales, des ministères, le ministre n'a pas le pouvoir en quelque sorte. Il a un pouvoir politique, un pouvoir de décision, mais il n'a pas le pouvoir réel d'administrer l'ensemble de son département et les dépendances régionales au niveau du pays. Pourquoi ? Parce qu'il y a quelqu'un d'autre de nommé par les instances suprêmes du pays, et qui sont les chefs de l'administration du ministère du ministre. Il y a peut-être un noyau progressiste, démocratique, mais les poches de résistance sont partout : dans les hautes fonctions de l'administration centrale, dans les entreprises, dans les administrations régionales et provinciales, dans les collectivités locales, même dans la société civile ; elles sont au niveau du ministère de l'intérieur, dans les corps des forces de l'ordre... Peut-être chez les diplômés eux-mêmes. Vous pouvez avoir*

des gens... Avant, vous aviez des étudiants qui étaient organisés au niveau du syndicat étudiant, qui faisaient du militantisme anti-régime et tout ça, mais vous trouviez parmi eux une bonne partie qui étaient des indics. C'était le noyautage systématique. On peut toujours concevoir cette éventualité sans être vraiment affirmatif».

Mais comment l'être ? Si les Partis sont en proie à des clivages qui fragilisent leur unité et leur interdisent clairement de se démarquer entre eux – comme en témoigne le jeu des alliances alternées de certains partis islamistes en quête de position politique par exemple –, l'État lui-même déploie des politiques dont l'opinion publique peut ne retenir que l'ambivalence des propositions. « *Nous sommes devant un problème œdipien*, écrivait un journaliste de *La Gazette* au sujet des diplômés chômeurs : *ce sont les enfants de la gauche qui harcèlent aujourd'hui le gouvernement à majorité de gauche. L'arroseur arrosé !* », concluait-il. De fait, la période de transition se trouve traversée par de multiples contradictions : celles dont elle hérite, bien malgré elle, et celles qu'elle ne parvient visiblement pas à résoudre en raison même de cet héritage et de la nouvelle configuration politique, générée par l'accession au trône de Mohamed VI – des contradictions entre des promesses passées et les réformes actuelles, entre des générations hier associées, aujourd'hui en opposition, entre des mouvements politiques “de gauche” d'un côté, plus conservateurs comme les islamistes de l'autre –, contradictions dont les dilemmes journalistiques semblent être l'une des traductions.

Prenons donc l'exemple de ce qui nous intéresse ici, le rapport entre savoir universitaire et emploi, symbolisé par le chômage des diplômés. Comme l'a souligné *L'Économiste* en décembre 1998,

« Les Marocains doivent tourner le dos à la perception traditionnelle et passive de l'emploi. Sa Majesté le Roi, dans Son Discours inaugural des Assises Nationales de l'Emploi, appelle à en finir avec la confusion de l'emploi et du salariat, à chercher dans les activités individuelles et les nouveaux secteurs technologiques. Une logique qui nuit à l'esprit d'initiative et entrave les capacités de s'adapter aux nouvelles données du marché de l'emploi. Voilà comment Sa Majesté le Roi met en cause la perception traditionnelle de l'emploi, et qui prévaut encore, malheureusement, chez les jeunes diplômés et leurs parents. Le Souverain a ainsi donné le ton politique

aux Assises : pas question de reconnaître une liaison automatique entre un diplôme et un poste de salarié dans le privé et encore moins dans l'administration publique ».

Le gouvernement, dont le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, a pourtant, lui, mis en place nombre de mesures en faveur d'une reconversion des diplômés, qui prennent en compte leurs acquis universitaires et leurs revendications d'embauche, dans une concordance possible avec l'impossibilité de recruter dans la fonction publique. Non, semble-t-il dire, le diplôme ne permet pas tout mais n'interdit aucunement de travailler et d'être salarié : nous mettons en œuvre les mesures pour vous l'assurer.

Là encore de multiples exemples pourraient être apportés au sujet d'autres domaines – dont celui, actuel et manifeste, d'une libéralisation de la parole et d'une censure de la presse⁷ –, témoins eux aussi d'une ambivalence caractéristique des mesures mises en œuvre par le pouvoir et, à la fois, des représentations, comme des positions, conçues et adoptées à leur égard.

107

« Nous sommes dans une phase de transition à la fois délicate, complexe, et douloureuse, poursuit mon interlocuteur journaliste précédemment cité. C'est ce que m'avait dit Abraham Serfaty un jour. Nous sommes au Maroc dans une période de démocratie – l'État de droit, les droits de l'homme, etc. Lui est très bien placé pour en parler. Nous sommes dans une période... En arabe, on appelle ça le makhad. Le makhad, c'est la période de gestation de la femme enceinte, une période particulièrement douloureuse. C'est une période qui se caractérise par ses douleurs, ses souffrances, et qui se caractérise par l'évacuation des eaux, etc. C'est un peu ça. Maintenant, vous allez me dire : oui, va-t-on en sortir indemne ? On ne peut pas dire. On a bien vu des cas de pays qu'on disait irréversibles et où il y a eu réversibilité, comme l'URSS. On disait que ça ne pouvait pas revenir en arrière et c'est bigrement revenu en arrière. »

7 Cet article est écrit au mois d'avril 2 000.

« *On ne peut pas dire...* » : tel semble bien être l'un des messages indirectement exprimés par la presse écrite, tant elle est témoin et à l'écoute de l'opinion publique, porte-parole de ses principales égéries et indirectement messagère des ambivalences et hésitations du pouvoir, incarnées de manière duale – voire duelle – par le gouvernement et le Palais : « *il y a peut-être un noyau progressiste, démocratique, et puis de très fortes poches de... hésitait à dire mon interlocuteur. Tout le monde en est conscient, Sa Majesté en est consciente. Sa Majesté est résolument dans le noyau du progrès. Mais les poches de résistance sont partout...* ». Conscient de tout cela, le journaliste est à la fois marqué par ses influences diverses :

« *La presse subit et traverse la période de transition dans laquelle nous nous trouvons, concède-t-il. C'est un fait. Les deux extrêmes : [le Maroc] c'est le pays des extrêmes aussi. C'est-à-dire, bon, l'incohérence, si vous voulez... d'abord, l'incapacité – soit de moyens, comme quand les caisses de l'État sont vides, soit incapacité gestionnaire par manque de créativité... Non, je crois qu'on est en train de fuir le problème. Au Maroc, vous avez un problème de compétence, de méritocratie. Il y a quarante, cinquante ans, au Maroc on pouvait trouver des gens analphabètes qui se trouvaient patrons, et des docteurs qui sont complètement casés quelque part dans l'administration. On a cet héritage idéologique et maintenant on est dans cette phase où il y a ce conflit. Ce conflit ressort à la surface* ».

108

L'identification de cette tension ne livre pas les clefs de sa compréhension, moins encore de sa résolution. Et, faute de pouvoir y parvenir, la presse écrite retransmet les aléas de cette indétermination et, sensible aux inconstances politiques comme à l'incrédulité populaire, hésite entre deux choix, deux positions pour, finalement, offrir l'une et l'autre, dans le respect involontaire des contradictions qui gouvernent le jeu politique comme les choix de société.

Que retenir de cette perspective médiatique, variable à l'œil selon l'angle auquel elle s'offre ? Tout d'abord que la transmission des représentations – en l'occurrence des “diplômés chômeurs” et de leurs problèmes – est bien une construction, effectuée selon des procédés particuliers, comme le tri de l'information, la conjonction de mots et de silences, d'arguments et de manques, ou encore la catégorisation. Ensuite que cette

construction est relative au degré de proximité entre les journalistes et ceux dont ils évoquent les problèmes, en l'occurrence les diplômés chômeurs. Cette construction est enfin le produit de conditions particulières, comme peut l'être, au Maroc, le contexte politique de "transition". Les exemples ici apportés laissent penser à un assujettissement de la presse (même indépendante⁸) à ce contexte, à un mimétisme de sa part par rapport à l'état d'indétermination politique. Ils mettent à tout le moins en évidence l'hétéronomie de cette presse d'opinion – tout autant que d'informations – à la fois parcourue et façonnée par les divers courants de pensée.

Reste la question première de son ambivalence, de son "indétermination" à elle aussi. Une simple lecture ne laisse pas percevoir le processus de transmission des représentations des différents sujets, ni ses conditions de production. Tout au plus la presse laisse-t-elle lire un produit, accessible grâce à des figures schématiques, voire caricaturales : celles de diplômés victimes, d'un marché de l'emploi en pleine transformation, d'un système d'enseignement inadapté, ou encore celle de politiques inefficaces ou, à un autre niveau, secondaire celui-là, celle d'un monde journalistique où se déploient oppositions et contradictions.

Toutes ces figures, érigées par instrumentalisation de leur sujet, semblent être mises au service d'un même objectif – sinon d'une même intention : rallier l'électorat à des options et positions politiques, même contradictoires, sur des sujets de société, et sur la manière dont elles sont gérées par le pouvoir en place. La presse y parvient-elle ? Ses hésitations et ambivalences, de même que les procédés de construction et de production des thèses postulées et des représentations véhiculées, laissent libre cours à toute hypothèse, même négative. Assorties de caricatures, ces thèses contradictoires semblent en effet pouvoir produire l'effet inverse de celui qu'elles recherchent : leur pure annulation, sitôt que changent leurs conditions de production – dont la première, l'actualité –, sitôt qu'une mode – en l'occurrence médiatique – remplace l'autre. Ce que nous retiendrons ici est, qu'au-delà de ses limites et contradictions, la presse écrite dite indépendante livre, en elle-même, une image de la société en mouvement

8 Une étude comparative avec les organes de presse affiliés aux partis demanderait bien sûr à être menée dans cette perspective. Elle seule permettrait d'apporter des conclusions plus affirmatives.

et, plus encore, des indices de la manière dont celle-ci se (re)présente. La caricature – pour ne citer que ce procédé-là – n'est-elle pas en effet simplement une des façons contemporaines dont la société se donne à voir, une des figures par elle utilisée pour se rendre intelligible, un des artifices auxquels elle recourt pour (se) penser ?

BIBLIOGRAPHIE

BENNANI, 1994, *Soumis et rebelles. Les jeunes au Maroc*, Paris, Editions Le Fennec.

CNJA, 1993, *Enquête nationale auprès des jeunes. Activités socio-culturelles des jeunes*, volume 3, Rabat, collection enquêtes.

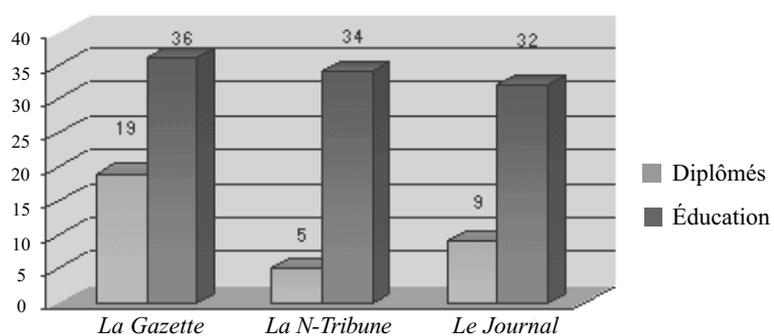
CNJA, 1996, *Enquête nationale Éducation-formation, présentation descriptive sommaire*, volume 1, Rabat, collection enquêtes.

KHATIBI (A.), 1998, *L'alternance et les partis politiques*, Casablanca, Eddif.

ROUSSILLON (A.) (dir.), 1999, « Un Maroc en transition : alternance et continuités », *Monde arabe Maghreb Machrek*, Numéro spécial.

ANNEXE

Part respectivement consacrée par les différents journaux aux questions d'éducation et au problème des diplômés chômeurs (en nombre et proportions d'articles)



Proportion des articles consacrés aux diplômés par chaque journal par rapport à l'ensemble des articles

La Gazette	Le Journal	La Nouvelle Tribune
59,4%	28,1%	12,5%